



ARRÊTÉ MUNICIPAL	N°2023/PM/116
Débit de boisson temporaire	

OBJET :	Ouverture d'un débit de boissons temporaire de groupe 3 – 1ère autorisation Société VAOMA Place de la mairie à POUSSAN (34560) Du jeudi 31 août 2023 de 18h00 au jeudi 31 août 2023 à 23h30.
----------------	---

Le Maire de la Commune de Poussan, Florence SANCHEZ

VU la Loi du 05 avril 1884,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2,

VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.3334-1et L.3334-2, D.3335-16 à D.3335-18,

VU l'Arrêté ministériel du 08 octobre 2013, Annexe III, relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, fixe les exigences en matière de maîtrise des températures pour la conservation des produits et des denrées alimentaires,

VU l'arrêté préfectoral N°2022-05-DS-0356 du 23 mai 2022,

VU l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU la demande reçue en date du 08/08/2023, formulée par Monsieur Olivier TARDY, gérant de la société VAOMA, sis 5 rue de Metz à Sète (34200), sollicitant l'ouverture d'un débit de boisson temporaire à l'occasion de l'organisation des Estivales de POUSSAN.

CONSIDERANT qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique notamment dans les débits de boissons, spectacles, jeux et autres lieux publics,

CONSIDERANT l'engagement de **Monsieur Olivier TARDY** à respecter les conditions de sécurité et les dispositions concernant l'ordre et la tranquillité publique,

CONSIDERANT que la demande constitue la première autorisation de l'année en cours,

ARRÊTE

Article 1er – Monsieur Olivier TARDY, gérant de la société VAOMA est autorisée à ouvrir un débit de boisson temporaire de groupe 3, jeudi 31 août 2023 de 18h00 au jeudi 31 août 2023 à 23h30 place de la Mairie à POUSSAN (34560) à l'occasion des Estivales de POUSSAN.

Article 2 – Conformément à la loi, les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans le 1er et 3ème groupes telles que le définit par l'article **L 3321-1 du Code de la Santé Publique** qui se répartissent comme suit :

- **Le Groupe 1, boissons sans alcool** (eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieure à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat),
- **Le Groupe 3**, boissons fermentées non-distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel auxquelles sont joints les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs de base de vins et

liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne tirant pas plus de 18 degrés d'alcool pur,

Article 3 – Le bénéficiaire de l'autorisation susvisée s'engage à :

- Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcool, génératrice d'éventuels troubles du voisinage et de conduites à risques,
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs,
- Sensibiliser collectivement les participants à leurs devoirs et aux dangers de la conduite en état d'alcoolisme ;
- Rappeler aux participants, ainsi qu'aux consommateurs, que chacun peut voir sa responsabilité mise en cause et être poursuivie pour mise en danger de la vie d'autrui,
- Ne pas servir à une personne manifestement ivre,
- Respecter la tranquillité du voisinage,
- Respecter l'heure prescrite par l'arrêté municipal.

Article 4 – Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de ladite autorisation à se voir refuser dans l'année considérée toute nouvelle demande d'ouverture de débit de boissons temporaire.

Article 5 – Le bénéficiaire est tenu de respecter les dispositions de l'Arrêté ministériel du 09 mai 1995 réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur, et notamment l'article 23 relatif aux activités de distribution ou de restauration, non-sédentaires et occasionnelles.

Article 6 – La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express. Elle est personnelle, incessible et intransmissible.

Article 7 – Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux Lois en vigueur.

Article 8 – CARACTERE EXECUTOIRE

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte dès qu'il a été procédé à sa publication numérique (ou affichage par défaut) ou à leur notification aux intéressés, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

Madame le Maire, Monsieur le Chef de Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Balaruc-les-Bains ainsi que **Monsieur Olivier TARDY**, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent acte.

Article 9 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Madame le Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans les deux mois suivants sa publication numérique ou notification, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

La saisine de la juridiction administrative peut s'effectuer par le biais de l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr).

Fait à Poussan,

Signé, le : 10/08/2023

Henry-Paul BONNEAU

1^{er} adjoint à la sécurité

Par délégation du Maire



Publié numériquement, le : 11/08/2023